

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

87/48

Allocution du
très honorable Joe Clark,
secrétaire d'État aux
Affaires extérieures,
à la Conférence des Jeunes
Leaders du Commonwealth

OTTAWA, le 11 septembre 1987

OTTAWA

Le 14 septembre 1987

Après une semaine, la plupart d'entre vous se seront imprégnés de l'histoire du Commonwealth et auront découvert des traditions communes dont ils auraient pu autrement ignorer à jamais l'existence. Cela est important dans une famille comme la nôtre, étant donné que nous sommes très dispersés et que nous ne nous réunissons pas souvent, tout en étant uniques par nos origines comme par nos liens. Mais, dans le mouvement de l'histoire, le Commonwealth est un acteur, non un produit. C'est pourquoi je souhaite parler principalement ce soir de notre action présente et future. Replaçons-la dans le contexte international actuel.

Immédiatement après la Deuxième Guerre mondiale, deux puissances - les États-Unis et l'Union soviétique - exerçaient une quasi-hégémonie sur le reste du monde. Deux blocs militaires se formèrent, concrétisant ce partage du pouvoir. Les pays n'appartenant pas à ces blocs, et qui étaient peu nombreux en 1945 ou même en 1955, constituaient le tiers monde. Depuis, des douzaines de pays sont devenus indépendants et sont restés à l'écart des blocs militaires. Beaucoup d'entre eux se sont industrialisés, et certains sont devenus de grandes puissances économiques.

Parallèlement, l'évolution des communications et de la technologie a nommé naissance à ce que Marshall McLuhan a appelé le "village planétaire", dans lequel nos armes, nos subventions, nos succès et nos échecs ont par-delà nos frontières des répercussions que nous ne pouvons ni prévoir ni ignorer.

Des organisations internationales se sont développées à partir de ces divers groupes de pays: l'OTAN, le Pacte de Varsovie, l'OCDE, le Mouvement des non-alignés. Les nations sont convenues de nouveaux ensembles de règles et de normes internationales - l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires - et, par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies, elles ont conclu des accords sur les droits de la personne, l'environnement, les réfugiés, la santé et d'autres questions. L'ONU est un forum permanent ouvert à l'ensemble des nations, qui a selon les moments ses points forts et ses points faibles, mais dont la présence est toujours essentielle. Pendant quelque temps, nous avons discuté de questions internationales, d'ordre économique notamment, qui se situent dans le contexte des relations Nord-Sud, le Nord étant défini plus par sa richesse que par son climat, et le Sud correspondant à l'aire du sous-développement. Mais cette distinction a elle aussi commencé à s'estomper au cours des dix ou vingt dernières années. Nous formons davantage une collectivité mondiale, à mesure que nous comprenons que les grandes questions n'épargnent aucun d'entre nous.

Accepter la formation d'un système ne signifie cependant pas nécessairement être prêt à le faire fonctionner. Il faut pour cela une volonté de collaboration internationale, qui souvent ne peut être créée artificiellement.

De fait, il arrive que le désir de collaborer conduise certains pays à délaisser les anciennes coalitions et à en former de nouvelles qui répondent à des problèmes particuliers, en s'opposant parfois à de vieux amis. C'est ce qui se passe actuellement dans le domaine de l'agriculture, où le Groupe de Cairns, formé sur l'initiative de l'Australie, a rassemblé des pays tels que le Canada, la Hongrie, le Zaïre, la Thaïlande, l'Argentine - c'est-à-dire des nations appartenant à l'OTAN, au Pacte de Varsovie, à l'ASEAN, au Mouvement des non-alignés, etc. - autour d'un objectif commun: amener la Communauté européenne, les États-Unis et le Japon à modifier leurs régimes de subventions.

Dans ces circonstances, les organisations internationales qui ont grandi d'elles-mêmes, au lieu d'être le résultat d'une décision de regroupement, ont une valeur toute particulière. Il s'agit en fait de la différence entre une famille et une organisation.

Le Commonwealth est une famille qui agit. En s'attaquant aux grands problèmes mondiaux, elle a changé le cours des événements. La fourniture d'armes occidentales à l'Afrique du Sud en est un exemple. Par suite des décisions prises par le Commonwealth au début des années 1970, plusieurs pays qui avaient joué un rôle important à cet égard se sont joints à l'embargo mis sur les livraisons d'armes à Pretoria, ce qui a directement accru pour l'Afrique du Sud le coût de la politique d'apartheid.

L'action du Commonwealth se fait également sentir de manière pratique. L'un des meilleurs exemples en est le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique (FCCT), qui se distingue par le fait que presque tous les membres y contribuent et qu'il a recours au maximum à des experts en provenance des pays en développement. Les divers programmes du FCCT offrent toutes les formes d'aide au développement: par exemple le Programme général d'assistance technique, qui aide les pays en développement à recevoir de l'étranger des experts qualifiés; le Programme de bourses et de formation du Commonwealth, qui permet

d'envoyer des étudiants dans d'autres pays membres et le Programme de développement des exportations, qui offre une aide en matière de promotion, de marketing, d'organisation de foires commerciales et de règlements d'exportation. Il existe également un petit Groupe d'assistance technique qui offre des services en matière de fiscalité, de droit, de statistiques et de finance. En vertu de ce programme, le Canada a aidé le Botswana à organiser son système de soins de santé et le Vanuatu à exporter son bois, et il a fourni au Tuvalu des services juridiques gratuits. Un projet canadien d'informatique aide par ailleurs 17 pays à tenir sur leur dette internationale des statistiques exactes et à jour.

L'un des meilleurs exemples de la coopération du Commonwealth est l'une de ses premières entreprises communes: le Plan de Colombo. En 1950, le Canada s'est joint à d'autres pays pour aider trois nations qui venaient d'accéder à l'indépendance: l'Inde, le Pakistan et le Sri Lanka. C'était la première grande initiative internationale d'assistance aux pays du tiers monde. Elle est devenue un modèle de coopération internationale, qui s'est rapidement étendu à l'Afrique et aux Amériques. Cet effort se poursuit, et 40 % de l'aide canadienne est actuellement dirigée vers les pays du Commonwealth.

Les initiatives continuent à se multiplier, l'une des plus importantes étant le Programme d'immunisation du Commonwealth, mis sur pied en 1985 au cours de la réunion des chefs de gouvernement à Nassau. Chaque année, cinq millions d'enfants meurent de maladies qui auraient pu être prévenues, et autant sont atteints d'infirmités. Devant ce problème, le Canada a lancé un programme de 25 millions de dollars qui a fait passer le taux global d'immunisation de 25 à 30 %. Ce n'est pas l'idéal certes, mais c'est un pas important dans la bonne direction.

Bien entendu, l'action du Commonwealth se situe également sur le plan politique, les membres cherchant à dégager un consensus et à prendre des mesures concrètes sur une question donnée; je pense ici entre autres au processus qui a conduit à l'indépendance du Zimbabwe et aux répercussions qu'a eues la Déclaration de Nassau sur l'Afrique du Sud.

Il est aujourd'hui facile de penser au Zimbabwe comme à tout autre État indépendant d'Afrique. En fait, il avait il n'y a pas longtemps un gouvernement dominé par la minorité blanche qui ne se montrait aucunement disposée au compromis. Le Commonwealth a entretenu l'intérêt du public pour ce problème; ses membres sont parvenus à un accord sur des pressions de plus en plus fortes, de nature politique et économique; ils ont sapé l'appui international accordé au régime de Ian Smith et facilité le règlement du problème par la négociation. Plus que tout autre, ce succès permet d'espérer en l'avenir de l'Afrique australe.

L'un des traits les plus intéressants des réunions du Commonwealth est qu'elles permettent de détendre l'atmosphère. Elles rendent possible la discussion entre des pays qui diffèrent par leurs conditions économiques, leurs perspectives et leurs liens internationaux.

J'ai eu l'honneur, en 1979, d'être à la tête de la délégation canadienne à la Conférence du Commonwealth à Lusaka, l'une des trois grandes conférences internationales à s'être tenues au cours de cet été-là. La première fut le Sommet économique à Tokyo, la deuxième, la Conférence de Lusaka et la troisième, la réunion du Mouvement des pays non alignés à La Havane. Aucun pays n'a assisté aux trois. Personne de Tokyo n'était à La Havane et inversement. Toutefois, des pays du Sommet économique et du Mouvement des non-alignés se sont réunis dans le cadre du Commonwealth et ont trouvé les moyens, dans l'intimité de cette réunion de famille, de faire des progrès qu'il aurait été impossible d'accomplir en publiant des communiqués pour franchir la distance qui sépare le premier du second. Je crois que Lord Carrington, en inventant l'expression "diplomatie du porte-voix", a puisé en partie son inspiration dans l'expérience qu'il a eu du contraire, dans l'intimité du Commonwealth, où existe souvent une véritable volonté de travailler ensemble.

Sur les questions difficiles, le Commonwealth doit souvent choisir entre rester uni et être efficace. Dans certains cas, il est évident que l'unité est synonyme d'efficacité. Dans d'autres, elle doit primer, même au détriment de l'action. Mais sur la question de l'apartheid, le Canada estime que l'efficacité du Commonwealth est plus importante que le fait de rester uni. Depuis 1961, et assurément depuis Nassau, le Commonwealth joue un rôle crucial en amenant la communauté internationale à exercer

des pressions constantes pour qu'il soit mis fin à l'apartheid. Le Groupe de personnalités éminentes, s'il n'a pas réussi pas à provoquer les négociations qu'il recherchait, a néanmoins démontré la capacité unique du Commonwealth dans la quête d'une solution pacifique à l'apartheid. Nous avons affaire après tout à un ancien membre de la famille du Commonwealth, dans une région où notre coopération a déjà facilité un profond changement au Zimbabwe et de véritables progrès en matière de coopération économique et de développement de l'homme. La pression exercée contre l'apartheid par le Commonwealth et d'autres a été efficace sans aucun doute, des points de vue économique et psychologique. Jusqu'ici, la réaction initiale de l'Afrique du Sud a été, tragiquement, de se faire plus brutale, mais cette répression même conduit les membres plus modérés de la communauté blanche à prendre position pour la réforme. Les pressions externes encouragent ce changement interne, et nous devons avoir l'ingéniosité d'appliquer des pressions qui contribuent matériellement à la certitude que l'apartheid ne peut subsister et qu'il faut y mettre fin.

Soyons réalistes: l'Afrique du Sud espère qu'il y aura un arrêt dans ces pressions. Elle espère qu'un désaccord sur les sanctions nous détournera de notre tâche première, qui est d'intensifier les pressions qui pourraient mettre fin à l'apartheid. Mais, il ne saurait y avoir de répit, car nous avons le devoir de trouver des moyens efficaces de hâter la fin de l'apartheid et de soutenir ceux qui combattent sur la ligne de front.

À Nassau, ces moyens étaient des sanctions, des bourses d'étude, et d'autres formes d'aide aux victimes de l'apartheid. Tous ces moyens doivent être pris en considération au moment où nous nous préparons pour la réunion de Vancouver. Mais nous devons aussi en envisager d'autres, et c'est ce que font maintenant les représentants de plusieurs gouvernements ainsi que le Secrétariat.

À l'évidence, une des tâches importantes est de contribuer à la stabilité dans les États de la ligne de front, de les rendre moins tributaires de l'Afrique du Sud. La stabilité exige, entre autres, des systèmes de transport qui ne connaissent pas de ruptures et que l'on ne fait pas sauter. Beaucoup de ces systèmes traversent le Mozambique, où des attaques à la bombe et des actes de sabotage se produisent tous les jours. Le Mozambique ne fait pas partie du Commonwealth, mais il est un élément crucial de la lutte

contre l'apartheid. C'est pourquoi le premier ministre Mulroney a invité le ministre des Affaires étrangères de ce pays à venir à Vancouver au moment de la Conférence du Commonwealth.

Les pays du Commonwealth participent déjà à de nombreux projets dans les États de la ligne de front. Certains sont axés sur l'infrastructure; d'autres sur la sécurité; d'autres encore sur la formation. Le Fonds des pays non alignés, sous la direction de l'Inde, veut y jouer un rôle actif. La SADCC - la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe - est une institution très efficace. Malgré cet intérêt et cette activité, la région reste déstabilisée. La question est de savoir si nous pouvons trouver des moyens efficaces de garder les chemins de fer opérationnels, d'utiliser les ports de la SADCC, de protéger des systèmes entiers contre la terreur et les perturbations. Si nous le pouvions, les effets économiques seraient importants. Le trafic qui maintenant doit traverser l'Afrique du Sud pourrait être acheminé librement par les États de la ligne de front, ce qui ferait pencher la balance économique en faveur des pays que nous voulons aider.

Je ne sais pas si nous y parviendrons. Assurément, il est plus facile d'adopter des résolutions que de monter un train de mesures efficaces. L'une des caractéristiques du Commonwealth est que nous portons autant d'intérêt aux solutions véritables qu'aux résolutions. C'est dans cet esprit que le Canada abordera la réunion de Vancouver. C'est également dans cet esprit que se préparent à cet événement tous les pays du Commonwealth dont j'ai vu les représentants.

Le premier ministre Mulroney a affirmé notre volonté, en cas d'échec des autres mesures, de mettre fin complètement à nos relations économiques et diplomatiques avec l'Afrique du Sud. Il est possible que nous en arrivions là, mais, avant qu'elle ne cesse, nous devons utiliser notre influence de la manière la plus efficace possible. L'objectif, après tout, n'est pas simplement de condamner l'apartheid, mais d'y mettre fin.

Je dirai maintenant quelques mots de la violence. Le gouvernement canadien n'approuve pas le recours à la violence, par qui que ce soit; qu'il s'agisse du gouvernement d'Afrique du Sud ou du Congrès national

africain: il n'approuve pas la violence qui est au coeur de l'apartheid. C'est cette violence fondamentale qui doit cesser pour que l'apartheid prenne fin. L'opinion publique, particulièrement dans des pays occidentaux comme le mien, doit être amenée à comprendre que des organisations comme le Congrès national africain ont pratiqué la non-violence durant des décennies; que les leaders de l'UDF, qui prônent ouvertement la non-violence, sont jetés en prison de toute façon; que les morts qui nous choquent tous sont beaucoup plus souvent la conséquence des actes du gouvernement que de ceux de l'ANC. Depuis 1976, on estime qu'il y a eu de 100 à 200 morts imputables aux attaques des guérilleros de l'ANC. Une enquête récente faite par l'université de Pretoria prétend que le gouvernement sud-africain a été responsable de plus de 2 300 morts rien que dans la période 1984-1986. Il est impossible d'ignorer ces faits quand on parle de l'Afrique australe.

Les nations du Commonwealth seront là bien après la disparition de l'apartheid. Une Afrique du Sud changée reviendra peut-être au sein de la famille. Il y aura alors d'autres questions qui domineront la scène mondiale, comme c'était le cas lorsque le plan de Colombo fut créé, lorsque le Zimbabwe est né de la Rhodésie, lorsque des programmes ont été lancés dans le but précis d'aider les petits États. Nous ne pouvons prédire la nature de ces questions, mais nous pouvons prévoir la manière de les résoudre. La meilleure façon pour le monde de résoudre les problèmes est de rapprocher les peuples différents, les parties différentes. C'est ce qu'essaient de faire la plupart des organisations internationales. En 1987, et dans un avenir prévisible, peu d'organisations le font mieux que le Commonwealth.